

Commission de la construction du Québec

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2024-2025

---

---

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2023-2024 :
  - a) les endroits et dates du départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2023-2024 :
  - a) les raisons du déplacement
  - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - c) les coûts ventilés.
  
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) le but visé par chaque dépense;
  - e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;
  - g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
  - h) le rapport des statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.
  
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

  - a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 ventilées par type d'événement;
  - b) le but visé par chaque dépense;
  - c) le nombre total et liste d'événements ventilés par type d'événement;
  - d) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'évènement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'évènements, ventilée par type d'évènement;
- h) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'évènement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'évènements ventilée par type d'évènement;
- o) si l'évènement s'est tenu virtuellement.

**5. La liste des dépenses en formation de communication :**

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'évènement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste de formations ventilées par type d'évènement.

**6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

**7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

**8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 :**

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse

- salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.
- 9.** Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
  - b) la nature du projet;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour ;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
  - m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine TI en 2023-2024.
- 10.** Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :
- a) les coûts estimés par année;
  - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
  - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
  - d) la liste des fournisseurs;
  - e) une copie du plan de déploiement.
- 11.** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:
- a) la photocopie;
  - b) le mobilier de bureau;
  - c) l'ameublement;
  - d) la décoration et l'embellissement;
  - e) les distributeurs d'eau de source;
  - f) le remboursement des frais de transport;
  - g) le remboursement des frais d'hébergement;
  - h) le remboursement des frais de repas;
  - i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes;
  - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
    - I. a) au Québec;
    - II. b) à l'extérieur du Québec.
- 12.** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le coût des contrats téléphoniques;

- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliations, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) les coûts d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

- 13.**
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et plus.
  - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et moins.
  - c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
  - d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
  - e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
    - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
  - f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
  - g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
  - h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
  - i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires,

professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
  - k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
  - l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
  - m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre d'employés permanents et temporaires.
  - n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
  - o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.
  - p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs ;
  - q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
- 14.** a) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
- 15.** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
  - b) la superficie totale pour chaque local loué;
  - c) le coût total de ladite location;
  - d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - e) la durée du bail;
  - f) le propriétaire de l'espace loué;
  - g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
  - h) la superficie totale réellement occupée;
  - i) la superficie inoccupée;
  - j) le coût de location au mètre carré;
  - k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
- 16.** Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir :

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
  - b) la valeur estimée de ceux-ci;
  - c) les coûts d'entretien annuel;
  - d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
- 17.** Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 18.** Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) la masse salariale totale par cabinet;
  - e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - f) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description des tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2023-2024;
  - j) le nombre total d'employé au cabinet;
  - k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
- 19.** Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
- 20.** Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;
  - f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu;
  - g) les prévisions pour 2024-2025.
- 21.** Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
  - b) le salaire;
  - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
  - d) la date de la mise en disponibilité;
  - e) les prévisions pour 2024-2025.
- 22.** Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels

mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2024-2025.

**23.** Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

**24.** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

**25.** Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

**26.** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement;
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- i) la fréquence moyenne de mise à jour;
- j) le responsable du contenu sur le site.

**27.** Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024 :
- a) le détail des mandats;
  - b) le coût (déplacements, etc.);
  - c) le nombre de ressources affectées;
  - d) le nombre de rencontres;
  - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
  - f) l'objet;
  - g) les dates.
29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation
30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.
31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.
32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.
33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.
37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
  - b) les grands dossiers en cours;
  - c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
  - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
  - e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
- 41.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
- 42.** Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
  - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
  - c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
- 43.** Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- a) La date ;
  - b) La nature ;
  - c) Les questions posées ;
  - d) Les réponses ;
  - e) La firme retenue ;
  - f) Les coûts.
- 44.** Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
- 45.** Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région;
- a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024;
  - b) nombre d'emploi gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2023-2024 en précisant la région d'origine et la région de destination;
  - c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
- 46.** Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :
- e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.
- 47.** Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :
- h) Plan d'action de développement durable.
- 48.** Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :
- oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
- 49.** Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organismes contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout

autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

- 50.** Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme :
- a) nombre total d'employé au sein du ministère ou de l'organisme;
  - b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
  - c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023 ;
  - d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
  - e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
- 51.** Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
- 52.** Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 :
- a) les sommes dépensées;
  - b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
- 53.** Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation :
- a) copie du contrat;
  - b) date de fin prévue du contrat;
  - c) valeur prévue du contrat;
  - d) sommes dépensées à ce jour.
- 54.** Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
- 55.** Liste des toutes les formations (incluant les formation continues et celles menant à l'obtention d'un diplôme), conférence, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer :
- a) lieu;
  - b) le coût;
  - c) la ou les dates de participation;
  - d) le nombre de participants;
  - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
  - f) le nom de la formation ou de l'activité.
- 56.** Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :
- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
  - b) les prix remis aux gagnants des concours et tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
  - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
  - d) la liste des concours qui ont pris fin.
- 57.** Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :
- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
  - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
  - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
  - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communication. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

58. Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez indiquer :
- le nombre d'incidents de sécurité de l'information ;
  - le type d'incidents;
  - les sommes dépensées en gestion des incidents.
59. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.
- nombre de stagiaires reçus;
  - heures de stages effectués;
  - rémunération totale déboursée.
60. Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones :
- fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.
61. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
62. Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils : fournir lesdits contrats le cas échéant.
63. Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.
64. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42<sup>e</sup> législature.
65. Indiquer le montant des amendes perçues de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
66. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
67. Indiquer la valeur totale des services tarifés et ventiler par catégorie.
68. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
69. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
70. Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
71. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
- le nombre d'autorisations;
  - le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
  - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - le montant accordé;
  - les motifs de la demande.
72. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 :
- le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
  - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
73. Pour 2023-2024, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignées. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme;

**74.** La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires données à ces personnes.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-1

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2023-2024 :

- a) les endroits et dates du départ et de retour ;
- b) la copie des programmes et rapports de mission ;
- c) les personnes rencontrées ;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants ;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant ;
  - les détails de ces ententes ;
  - les résultats obtenus à ce jour ;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé.

#### **Conférence utilisateurs et formation i2**

Conférence et formation nécessaires à l'utilisation et au développement des compétences relatives au logiciel de renseignement i2, offertes uniquement aux États-Unis.

Alexandria, Virginie, États-Unis – du 24 et 25 mai 2023

Coût = 2 788,24 \$

#### **SAP HR CONNECT**

Toronto – Aller /retour 1er juin 2023

Coût = 1 061,31 \$

#### **Réunion printanière du CCDA 2023**

Rencontre du Conseil Canadien des directeurs de l'apprentissage

Winnipeg, Alberta – du 23 mai au 26 mai 2023

Coût = 2 056,51\$

#### **Réunion automnale du CCDA 2023**

Rencontre du Conseil Canadien des directeurs de l'apprentissage

Ottawa, Ontario – 7 au 9 novembre 2023

Coût = 1 171,14 \$

#### **SAP Sapphire**

Congrès

Orlando, Floride – du 12 au 19 mai 2023

Coût = 8 769,27 \$

#### **Journées du Québec à Paris**

Activité de recrutement de personnel informatique

Paris, France – du 8 au 16 juin 2023

Coût = 9 875,38 \$

#### **Journées du Québec à Paris**

Activité de recrutement de personnel informatique

Paris, France – du 12 au 21 décembre 2023

Coût = 11 220,95 \$

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site internet de la CCQ en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 19).

<https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents#frais>

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-1

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-2

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et dirigeants d'organismes pour 2023-2024 :

- a) les raisons du déplacement ;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour ;
- c) les coûts ventilés.

Aucun voyage en avion ou en hélicoptère pour 2023.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

<https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-2

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2023-2024 et les prévisions 2024-2025 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) le but visé par chaque dépense ;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire ;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie ;
- g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion ;
- h) le rapport des statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 24).

<https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-3

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement ;
- b) le but visé par chaque dépense ;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement ;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement ;
- f) le but visé par chaque dépense ;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'évènement ;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement ;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité ;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié) ;
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;
- m) le but visé par chaque dépense ;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement ;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Aucune conférence de presse ou événement pour l'année 2023.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 13 FÉVRIER 2024

RG-4

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement ;
- le but recherché par chaque dépense ;
- nombre total et liste des formations ventilée par catégorie ;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 ;
- le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- le but visé par chaque dépense ;
- nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Pour l'année 2023 :

Fournisseur	Sujet de la formation	Montant
Grenier Inc	Rédaction simple et concise	319 \$
Les Affaires	Communication interne	1 935 \$
Isarta Inc	Rédiger pour le Web	499 \$
Isarta Inc	Création de contenu d'infolettre et courriel	299 \$
HEC	Gérer ses employés avec succès	1 695 \$
Isarta Inc	La voix de marque identité écrite forte	499 \$
Grenier Inc	Rédaction web, rédaction UX	499 \$
	<b>TOTAL</b>	<b>5 745 \$</b>

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23) . <https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-5

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme ;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final) ;
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé) ;
- d) la date d'octroi du contrat ;
- e) le coût total y compris les avenants et/ou suppléments ;
- f) l'échéancier ;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Voir annexe.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 10 MARS 2023

RG-6

**FICHE RG-6 ANNEXE - CONTRATS CCQ 2023**

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (av. taxes)	Type de contrat
KARINE SAVARIA	Serv.prof. - coaching gestion RH	20 000,00 \$	Gré à gré
ALVÉOLE	Location ruches abeilles	7 450,00 \$	Gré à gré
DILITRUS CANADA INC.	Logiciel Dilitrust exec pour le service juridique	22 941,75 \$	Gré à gré
POSTMAN INC.	Renouvellement Postman Professional	6 960,00 \$	Gré à gré
SERVICES DE REPARATION FIXUM	Service de réparation de téléphone cellulaire et tablettes	10 000,00 \$	Gré à gré
THE HERJAVEC GROUP INC	Trinzic 825 Software Bundle Subscription	18 781,30 \$	Gré à gré
ELIXIR TECHNOLOGIES CORPORATION	Renouvellement licences DesignPro Tools	17 750,17 \$	Gré à gré
SERVICES MATREC INC.	Services de location de conteneur et de lavage une fois semaine pour bureau de Sherbrooke	9 000,00 \$	Gré à gré
MELTWATER NEWS CANADA INC.	Frais abonnement magazines 2023-2024	19 900,00 \$	Gré à gré
NATRIX TECHNOLOGIES INC.	Barracuda Email Security 14 mois	9 810,57 \$	Gré à gré
MESURE MEDIA INC.	Honoraire Mesure Média 2023	15 000,00 \$	Gré à gré
WAJAX (GÉNÉRATRICE DRUMMOND)	Services d'entretien préventif pour la génératrice au siège social	14 440,10 \$	Gré à gré
NATRIX TECHNOLOGIES INC.	Barracuda email security gateway	19 244,54 \$	Gré à gré
TELUS COMMUNICATIONS COMPAGNY	Contrat pour les services de téléphonie filaire pour les bureaux de Val d'Or, Rimouski et Sept-Îles	24 000,00 \$	Gré à gré
TECHNOLOGIES DOMOPLUS INC.	renouvellement du contrat de support des 23 salles BYOD	19 306,20 \$	Gré à gré
ECKLER LTEE	Services actuariels en financement	7 500,00 \$	Gré à gré
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION I	Service professionnel.intégraton - Sailpoint	21 000,00 \$	Gré à gré
Progress Software Corporation	Early renewal for progress 2023-2024	16 353,12 \$	Gré à gré
LES SOLUTIONS VICTRIX INC.	Services professionnels pour Microsoft Teams (banque d'heures)	15 000,00 \$	Gré à gré
4B COMMUNICATION	Services en design graphique pour des imprimés	15 000,00 \$	Gré à gré
NUMEA	Licence IBM SPSS base	6 120,00 \$	Gré à gré
DILIGENT CANADA INC.	Renewal - ACL-Rob. - Enter. - Plat Tier1	11 157,52 \$	Gré à gré
FOR DESIGN PLANNING INC.	Services prof design intérieur	20 000,01 \$	Gré à gré
KARINE VERVILLE	Service design graphique	15 000,00 \$	Gré à gré
CARRIER, MELISSA	Service de rédaction	20 000,00 \$	Gré à gré
VERBATOUT INC.	Service de révision linguistique	20 000,00 \$	Gré à gré
EMD 2 DESIGN DIGITAL	Services de graphisme et d'infographie	25 000,00 \$	Gré à gré
JULIE MARQUIS	Services de graphisme et d'infographie	25 000,00 \$	Gré à gré
STEPHEN TIMMINS TRADUCTION TOP	Services de traduction	25 000,00 \$	Gré à gré
SQUAREDUP INC.	SquaredUP_1 an renou. 20 / Users	22 720,50 \$	Gré à gré
QUANTIC-CONSEIL INC.	Accompagn. comm. WEB et plateforme tech.	20 000,00 \$	Gré à gré
CLENCHE INC.	DA 10008406	20 000,00 \$	Gré à gré
BOFU AGENCE MARKETING	Serv.prof. - Analyse écosystème numérique de la CCQ	15 000,00 \$	Gré à gré
SERVICES ALTANORA INC.	Renouvellement annuel du logiciel Citrix Cloud PC-RECLAM	16 467,92 \$	Gré à gré
MICHEL TOUPIN	Serv.prof. consultant comité selection	10 000,01 \$	Gré à gré
GoSecure	Abonnement à l'outil infonuagique Tenable 2023-2024	21 384,46 \$	Gré à gré
BOURQUE, ROBERT	Services d'expert conseil - dossier frais de gestion du FGA	20 000,00 \$	Gré à gré
LIONBRIDGE LTD.	Traduction banques de questions d'examen de qualification DFP	7 160,00 \$	Gré à gré
OPTION ERGONOMIE	Mandat pour élaboration d'une formation "clinique d'ergonomie"	25 000,00 \$	Gré à gré
CNW GROUP LTD	Frais Abonnement et de Licence Eureka	14 900,62 \$	Gré à gré
COMPUGEN INC.	Commvault Backup Reco. non-vir per tera	22 120,96 \$	Gré à gré
Technologie Reptile inc.	Serv.prof. - consultant externe (COMM)	15 000,00 \$	Gré à gré
BROWSERSTACK INC.	Logiciel BrowserStack Live - Team	9 000,00 \$	Gré à gré
MADCAP SOFTWARE, INC	Ren. licence flottante MadCap Flare	16 300,00 \$	Gré à gré
BONGO CREATIONS	Serv.prof. - révision/réd. linguistique	20 000,00 \$	Gré à gré
HÉLÈNE OUELLET	Graphisme tabliers 25 ans	7 100,00 \$	Gré à gré
GoSecure	Solution authentification RSA 2023-2024	17 500,00 \$	Gré à gré
GoSecure	ACHAT LICENSE TENABLE ONE STANDARD 8/15/2023-7/19/2024	15 980,00 \$	Gré à gré
SOLARWINDS	SolarWinds Logic. Renouv. Ent / Sup / 1a	8 602,00 \$	Gré à gré
Quest Software Canada	Renouvellement annuel du support des 2437 licences Enterprise Reporter Suite	18 895,63 \$	Gré à gré
HUMANCE INC	Formation: Dével. posture de rôle conseil	9 015,00 \$	Gré à gré
FONDS DES BIENS ET SERVICES	RIBG - abonn annuel logiciel PortFolio	9 000,00 \$	Gré à gré
BFL Canada Risques et Assurances in	Ass. automobile 2023-2024 - A92-6400A	9 708,64 \$	Gré à gré
PDQ.COM	PDQ Deploy & Inventory renew soft.	16 200,00 \$	Gré à gré
PARADIS AMÉNAGEMENT URBAIN INC.	Déneigement saison 2023-2024	24 000,00 \$	Gré à gré
DIRECT HEATING INC.	Entr chaudières et chauffe-eau SS 2023	15 500,01 \$	Gré à gré
MÉCANIQUE RH LTÉE.	Banque d'heures différents travaux au BRM et Mascouche	22 000,00 \$	Gré à gré
FISCHER INTERNATIONAL SYSTEMS CORP.	Outil de consultation des travaux sur le système Central	6 375,00 \$	Gré à gré
Déneigement B. Boivin	Contrat déneigement Sherbrooke 2023-2026	18 510,01 \$	Gré à gré
LIONBRIDGE LTD.	Serv.prof. - traduction	7 700,00 \$	Gré à gré
SAP CANADA INC.	PDes DataArchitect/RE	5 341,35 \$	Gré à gré
Dynamsoft Corporation	Maintenance Renewal-Dynamic Web TWAIN	9 365,16 \$	Gré à gré

INTERCULTUREL SERVICES CONSEILS	Accompagnement à la rédaction d'un plan d'action en EDI	22 200,00 \$	Gré à gré
LES SOLUTIONS OUTSIDESOFT INC.	Abonnement simple sondage 2023-2024	5 136,00 \$	Gré à gré
HITACHI SYSTEMS SECURITY INC.	Serv.prof.-opérationnel TI	8 500,00 \$	Gré à gré
AMAZON WEB SERVICES CANADA, INC.	Logiciel infonuagique AWS Service Charge	25 000,00 \$	Gré à gré
OPTION ERGONOMIE	Service d'ergonomie-manipulation tablette en chantier et véhicule et usage harnais de corps	11 000,00 \$	Gré à gré
CONCIERGERIE SPEICO INC	Serv. entr. ménager Sherbrooke mensuel 2023-2024	20 656,12 \$	Gré à gré
NECANDO SOLUTIONS INC.	Licence iBase i2 Notebook (E0DQTLL)	24 995,00 \$	Gré à gré
ONE IDENTITY / Prendre questsoftware	Renv. du logiciel password manager	6 670,00 \$	Gré à gré

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-7

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune ;
- b) la grille d'évaluation des soumissions ;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix ;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat ;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 10 MARS 2023

RG-7

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-8

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale) ;
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;
- e) une description de son mandat ;
- f) la date de début de son contrat ;
- g) la date prévue de fin de son contrat ;
- h) sa rémunération annuelle.

Nous vous référons à la fiche RG-66.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-8

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-9

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics ;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024.

La Commission de la construction du Québec n'est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles*.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023

Nom	Nature	Statut	Coûts 2023
Déploiement du module Ressources humaines (MISTRAL)	Implantation des modules SAP RH suivants : SAP Sodales (Gestion des relations de travail), SAP SuccessFactors (Gestion RH et Talents), SAP Paie (Gestion et le calcul de la paie)	Complété	131 737 \$
Déploiement du module Finances et approvisionnement (MISTRAL)	Implantation des modules SAP S4/HANA suivants : - FI : Comptabilité générale, comptes payables, immobilisations et gestion bancaire - CO : Contrôles et gestion budgétaires - MM : Gestion de l'approvisionnement et des articles Implantation de la solution Concur : Gestion des comptes de dépenses. Implantation du module SAC Planning : - Processus budgétaire et suivi de la masse salariale via un outil de gestion	Complété	334 899 \$
Historisation, conversion, intégration et décommissionnement – Phase 1 (Mistral)	Prise en charge des données qui se trouvent dans les systèmes patrimoniaux qui seront remplacés et garantira le maintien en tout temps de l'intégrité entre les fonctionnalités migrées dans SAP et celles qui sont toujours dans les systèmes patrimoniaux.	Complété	87 311 \$

RG-9

<b>Nom</b>	<b>Nature</b>	<b>Statut</b>	<b>Coûts 2023</b>
Historisation, conversion, intégration et décommissionnement – Phase 2 (Mistral)	Prise en charge des données qui se trouvent dans les systèmes patrimoniaux qui seront remplacés et garantira le maintien en tout temps de l'intégrité entre les fonctionnalités migrées dans SAP et celles qui sont toujours dans les systèmes patrimoniaux.	En cours	19 570 982 \$
Documentation des règles d'affaires (Mistral)	Documentation des règles d'affaires en vue de l'implantation de l'ensemble des domaines d'activités de la Commission dans le cadre du Programme MISTRAL.	En cours	4 205 963 \$
Dossier client (Mistral)	Implantation permettant de bonifier l'architecture des données afin de soutenir la Relation Client, et ce tant pour la prestation de service que la conformité. Un modèle de données unique, cohérent, et harmonisé des dossiers client est mis en place.	En cours	2 842 990 \$
Relation portail client (Mistral)	Implantation permettant de centraliser les demandes, les échanges, la gestion de la relation client, et le centre d'interaction à travers les domaines d'activités de la Commission. Les canaux de communication accessibles à la clientèle seront modernisés.	En cours	4 960 489 \$
Expérience client (Mistral)	Le projet Expérience Client vise à placer les clients, internes et externes, au centre de l'ensemble des décisions, des designs et des configurations technologiques afin d'assurer la création de solutions à grandes valeurs ajoutées pour les utilisateurs.	Fermé	1 176 157 \$
Rapport mensuel et sujets connexes (Mistral)	Remplacement du système du patrimoine qui gère les rapports mensuels et les réclamations de l'inspection et de l'indemnisation, ainsi que certaines fonctions finances, telles que la facturation, le traitement des dépôts, le recouvrement et l'émission de certains déboursés à la clientèle externe.	En cours	14 735 158 \$
Gestion du contenu (Mistral)	Implantation de la plateforme de gestion de contenu OpenText (et une solution de signature numériques, telle que DocuSign) qui permettra de capturer, de partager, d'entreposer, de collaborer, de préserver et de disposer de contenu.	En cours	5 962 464 \$
Infrastructure, architecture et assurance qualité (Mistral)	Fournir des Services centralisés de support et gouvernance aux projets de la Conception Détaillée. Ces services sont catégorisés en six composants : Gouvernance ; Architecture ; Sécurité ; Infonuagique ; Développement ; Tests centralisés.	En cours	17 134 032 \$
Intelligence d'affaires (Mistral)	Déployer des outils IA à travers les nouveaux systèmes opérationnels SAP, qui permettront à la CCQ d'avoir accès à l'information et aux données de façon intégrée et centralisée pour que celles-ci soient utilisables et donnent naissance à de l'intelligence d'affaires.	En cours	1 970 246 \$

<b>Nom</b>	<b>Nature</b>	<b>Statut</b>	<b>Coûts 2023</b>
Remplacement des systèmes de téléphonie (PMTI)	Remplacement de l'ensemble des systèmes de téléphonie de la Commission afin de mettre en place d'une solution infonuagique modernisée qui rencontre les normes de l'industrie, permettra l'intégration avec la solution mise en place par le programme Mistral et assurera une relève en cas de désastre.	En cours	1 952 750 \$
Cotisation salariale d'assurance	Les conventions collectives signées en juillet 2021 amènent une nouvelle cotisation salariale pour le régime d'assurance. Cette cotisation salariale demande des changements dans le traitement du rapport mensuel et aussi dans le re-design du régime de base d'assurance.	En cours	12 411 \$
Nouveaux régimes supplémentaires d'assurance	Dans les conventions collectives signées en juillet 2021, 2 nouveaux régimes supplémentaires doivent être ajoutés : 1) Pour les chaudronniers des secteurs "Institutionnel et commercial" et "Industriel" (ICI). 2) Pour les peintres et peintres-tireurs de joints (ICI).	En cours	29 030 \$
Révision des stratégies de financement des régimes de retraite	Permettre l'élaboration des stratégies de financement qui répondent à la loi RCR et à la politique de financement. Ces stratégies sont un prérequis pour la refonte du système d'administration de la Retraite.	En cours	47 740 \$
Sujets ressources humaines	Mettre en place une nouvelle structure salariale pour les employés hors-convention. Faciliter les échanges d'informations avec nos fournisseurs d'assurances collectives. Créer un processus automatisé et sécurisé pour la production et l'envoi des feuillets fiscaux pour les retraités.	En cours	154 285 \$
Accélérer la rédaction des rapports de chantiers VPVE	Réduire le temps de rédaction des rapports de chantier par les inspecteurs afin d'augmenter leur présence sur les chantiers et ainsi optimiser leur rôle.	Complété	166 970 \$
Sélection de solution pour la direction des avantages sociaux	Analyse et sélection d'une solution permettant de répondre aux besoins des domaines d'activités Retraite et Assurance-vie de la direction des avantages sociaux.	En cours	360 \$
Évolutions des modules Ressources humaines, Finances et Approvisionnements	Depuis la livraison de Mistral Phase 1 en septembre 2021, les équipes des directions Ressources humaines, Finances et Approvisionnements ont accumulé des demandes d'évolutions mineures à la solution. L'objectif est de regrouper les demandes prioritaires dans une livraison commune.	En cours	634 815 \$
Mise en place de l'authentification multi-facteur	Ajouter une protection au processus de connexion aux comptes utilisateurs ainsi qu'aux applications. Le projet propose d'acquérir et déployer une solution d'authentification multi-facteur, ainsi qu'intégrer la solution avec les processus d'authentification actuels de la Commission	En cours	74 592 \$

<b>Nom</b>	<b>Nature</b>	<b>Statut</b>	<b>Coûts 2023</b>
Migration de la plateforme SGPD Desjardins	Les fichiers de la CCQ contenant l'information devant être traités par Desjardins doivent être adaptés à la nouvelle plateforme pour octobre 2024. Ce changement concerne des ajustements au fichier de paiements des bénéficiaires : nouveaux rapports mensuels (Mistral P2L1) et paiements fournisseurs (SAP Phase 1)	En cours	11 113 \$
Cotisation ACQ – solution temporaire	Modifier le rapport mensuel pour refléter la facturation de l'augmentation de la cotisation patronale spécifique aux secteurs Institutionnel-Commercial / Industriel conformément à la résolution du conseil d'administration de l'ACQ	En cours	3 975 \$
Formations de courte durée	Le gouvernement a identifié 5 métiers pour lesquels une nouvelle formation de courte durée sera mise en place. Les métiers sont : charpentier-menuisier, opérateur de pelles, opérateur d'équipement lourd, ferblantier et frigoriste. Les systèmes et processus de la CCQ doivent être adaptés pour la gestion de ces nouvelles formations.	En cours	105 614 \$

Données préliminaires – états financiers non finalisés

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 8 MARS 2024**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement des données
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité ;
- d) la liste des fournisseurs ;
- e) une copie du plan de déploiement.

Fournisseurs	Coûts réels (sans taxe)
Azure	2 788 110,25 \$
AWS	125 859,00 \$
TOTAL	2 913 969,25 \$

Aucun coût pour pénalités car nous payons à l'utilisation.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-10

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-11

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie ;
- b) le mobilier de bureau ;
- c) l'ameublement ;
- d) la décoration et l'embellissement ;
- e) le distributeur d'eau de source ;
- f) le remboursement des frais de transport ;
- g) le remboursement des frais d'hébergement ;
- h) le remboursement des frais de repas ;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes ;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec ;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

#### **Direction générale de la CCQ 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023**

Diane Lemieux (de janvier 2023 à septembre 2023)

Remboursement de frais de transport	2 801.75 \$
Remboursement des frais d'hébergement	313.56 \$
Remboursement des frais de repas	294.71 \$

Audrey Murray (d'octobre 2023 à décembre 2023)

Remboursement de frais de transport	626.42 \$
Remboursement des frais d'hébergement	170.00 \$
Remboursement des frais de repas	158.01 \$

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 19 FÉVRIER 2024**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-12

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliations, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) les coûts d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Frais d'itinérance	10 039.71 \$ (Telus) 3849,49 \$ (Bell)
Coût dépassement des forfaits	1 728.91 \$ (Telus) 0 \$ (Bell)
Coûts résiliation	14.00 \$/mois restant – Voix & Données (Telus) 8.00 \$/mois restant – Données (Telus) 6.00 \$/mois restant – Voix (Telus) ----- 57.00 \$/mois restant – Voix & Données (Bell) – iPhone 65.00 \$/mois restant – Voix & Données (Bell) - Samsung 0.00 \$/mois restant – Données (Bell) – sans appareil 0.00 \$/mois restant – Voix (Bell) – sans appareil

Pour les sous-questions c), d), e), f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25). <https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
  - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels,

RG-13

techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs ;
- q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

La liste des employés ventilée par catégorie sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2023* de la CCQ

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 22 FÉVRIER 2024**

RG-13

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-14

- a) Pour chaque ministère et organismes, par direction pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la Loi sur la fonction publique

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 19 FÉVRIER 2024

RG-14

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location ;
- b) la superficie totale pour chaque local loué ;
- c) le coût total de ladite location ;
- d) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- e) la durée du bail ;
- f) le propriétaire de l'espace loué ;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation ;
- h) la superficie réellement occupée ;
- i) la superficie inoccupée ;
- j) le coût de location au mètre carré ;
- k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Voir annexe

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location, et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27).

<https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 27 FÉVRIER 2024

RG-15

# ÉTUDE DES CREDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15-ANNEXE

Emplacement	Durée du bail	Coût d'aménagement
Rimouski 188 rue des Gouverneurs	Varie de 5 ans à 10,5 ans	0\$
Saguenay 1299 des Champs Élysées		0\$
Mauricie 225 rue des Forges, suite 100		844 000 \$
Gatineau 225 Montée Paiement au rez-de-chaussée		0\$
Gatineau 225 Montée Paiement au sous-sol		0\$
Sept-Îles 598 Boul. Laure, bureau 112		0 \$
St-Bruno-de-Montarville 1060 Rue Parent		0\$
Baie-Comeau 550 Boul. Blanche		La Commission de la construction du Québec conclut une entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures (SQI) qui est renouvelée annuellement.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-16**

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés ;
- b) La valeur estimée de ceux-ci ;
- c) Les coûts d'entretien annuel ;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Sans objet

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 21 FÉVRIER 2024**

RG-16

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-17**

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux ;
- b) les coûts ;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Pour l'année financière 2023, il n'y a pas eu de travaux effectués dans ces locaux.

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 21 FÉVRIER 2024**

RG-17

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-18

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant ;
- b) le titre de la fonction ;
- c) l'adresse du port d'attache ;
- d) la masse salariale totale par cabinet ;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant ;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- h) la description de tâches ;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2023-2024 ;
- j) le nombre total d'employés au cabinet ;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée ;
- l) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 22 FÉVRIER 2024

RG-18

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-19**

Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;
- b) la circonscription électorale ;
- c) le montant attribué ;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

La Commission de la construction du Québec ne possède pas de budget discrétionnaire.

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 22 FÉVRIER 2024**

RG-19

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-20

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne ;
- b) le poste occupé ;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle ;
- e) la date de l'assignation hors structure ;
- f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu ;
- g) les prévisions pour 2024-2025.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 22 FÉVRIER 2024

RG-20

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-21**

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial ;
- b) le salaire ;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu ;
- d) la date de la mise en disponibilité ;
- e) les prévisions pour 2024-2025.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 22 FÉVRIER 2024

RG-21

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.) ;
- b) par catégorie d'âge ;
- c) prévisions pour 2024-2025.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 22 FÉVRIER 2024

RG-22

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-23

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne ;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme ;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant ;
- d) l'assignation initiale ;
- e) l'assignation actuelle ;
- f) la date de l'assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 22 FÉVRIER 2024

RG-23

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-24

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun ;
- b) le fournisseur ;
- c) la nature du service ;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

	<b>2023</b>
Total des abonnements <b>imprimés</b>	17
COÛT	11 429.05 \$

	<b>2023</b>
Total des <b>accès électroniques</b>	56
COÛT	282 011.01 \$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 24 FÉVRIER 2023

RG-24

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

### **Chambre de commerce du Montréal Métropolitain :**

- Midi conférence – Laurent Ferreira, président chef de la direction Banque Nationale  
3 billets 480\$
- Conférence – Jean Boulet, ministre du Travail  
10 billets 1050\$
- Midi conférence Lavery – Paolo Cerruti, cofondateur Northvolt  
2 billets 320\$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 21 FÉVRIER 2024

RG-25

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-26

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web ;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site ;
- c) les coûts de construction du site ;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour ;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) ;
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois ;
- g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement ;
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines ;
- i) la fréquence moyenne de mise à jour ;
- j) le responsable du contenu sur le site.

- a) Le nom du site Web : ccq.org
- b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Nexio (refonte 2019)
- c) Les coûts de construction du site : 302 275 \$ (refonte 2019)
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour : Total 237 861.09 \$
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte : 0 \$
- h) Entre 20\$ et 60\$ par domaine annuellement (20 noms de domaines)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-26

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées ;
- b) les personnes rencontrées ;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ;
- d) les raisons du déplacement ;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour ;
- f) les coûts ventilés ;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 22 FÉVRIER 2024

RG-27

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

La liste exhaustive de tous les mandats et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024 :

- a) le détail des mandats ;
- b) le coût (déplacements, etc.) ;
- c) le nombre de ressources affectées ;
- d) le nombre de rencontres ;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre ;
- f) l'objet ;
- g) les dates.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 22 FÉVRIER 2024

RG-28

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-29**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 22 FÉVRIER 2024

RG-29

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-30**

Le détail des crédits périmés et reportés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 22 FÉVRIER 2024

RG-30

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-31**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2023* de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 22 FÉVRIER 2024

RG-31

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-32

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.

La Commission de la construction du Québec n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 21 FÉVRIER 2024

RG-32

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Pour l'année 2023 :

Subvention du gouvernement du Québec  
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
Accès construction  
5 620 675 \$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 28 FÉVRIER 2024

RG-33

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-34**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

La Commission de la construction du Québec n'a pas de primes au rendement ni de bonis.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 22 FÉVRIER 2024  
RG-34

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 22 FÉVRIER 2024  
RG-35

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-36**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 19 FÉVRIER 2024  
RG-36

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-37

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

	Taux d'indexation des échelles salariales au 1 <sup>er</sup> janvier 2024	Taux d'indexation rétroactive des échelles salariales (payée en 2023)
Employés Hors convention	2 %	Aucune rétroactivité
Employés syndiqués SEPB	0 % En attente des directives du secrétariat du conseil du trésor	2 % au 1 <sup>er</sup> janvier 2022 + Ajustement bas salarié variant entre 0% et 5.2 % au 1 <sup>er</sup> janvier 2022 <sup>1</sup>
Employés syndiqués SPECCQ	0 % En attente des directives du secrétariat du conseil du trésor	Aucune rétroactivité

<sup>1</sup> Les mesures d'ajustements salariaux pour les bas salariés ont été dictées par le secrétariat du Conseil du Trésor

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 27 FÉVRIER 2024

RG-37

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-38**

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 22 FÉVRIER 2024  
RG-38

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-39**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 22 FÉVRIER 2024  
RG-39

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-40

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) La dépense totale (opération et capital) ;
- b) les grands dossiers en cours ;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

La Commission de la construction du Québec n'est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelle*.

### Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l'information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2023 Du 1 <sup>er</sup> jan au 31 décembre <sup>(1)</sup>
Charges reliées aux effectifs	12 526 009 \$
Administration	362 742 \$
Entretien équipements et logiciels	6 271 457 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	1 984 187 \$
Autres frais	1 133 810 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	10 230 699 \$
<b>TOTAL</b>	<b>32 508 905 \$</b>

(1) Données préliminaires en date du 19 février 2024 – états financiers non finalisés

Concernant les grands dossiers en cours, nous vous référons à la fiche numéro 9.

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 19 FÉVRIER 2024**

RG-40

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 10 FÉVRIER 2024

RG-41

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-42

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

La CCQ n'est pas visée par la directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor. Une directive administrative interne encadre toutefois le remboursement de tels frais.

Du 1er janvier au 31 décembre 2023 : 102 782 \$

Nombre d'employés visés : 90

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels :

Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)  
Association of Certified Fraud Examiners (ACFE)  
Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec (ARGP)  
Barreau du Québec  
Centre canadien pour la Diversité et l'inclusion  
Centre patronal SST  
Chartered Financial Analyst (CFA) Institute  
Customer Experience Professionnels Association (CXPA)  
Institut Canadien des actuaires (ICA)/ Society of actuaries  
Institut National de la paie  
Institute of Internal Auditors  
ISC2 (Cybersecurity Certification)  
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA)  
Ordre des CPA du Québec  
Ordre des Ingénieurs du Québec  
Ordre des psychologues du Québec  
Project management Institute (PMI)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 FÉVRIER 2024

RG-42

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-43

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

En 2023

Sondage sur l'expérience client

9209-6601 Québec Inc. (Fino)

3 080\$ pour les honoraires de démarrage du projet. La réalisation du sondage se poursuivra en 2024.

Sondage sur la discrimination, l'intimidation et le harcèlement dans l'industrie de la construction

Léger

30 446\$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 21 FÉVRIER 2024

RG-43

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-44

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Aucun achat de crédits carbone pour l'année 2023.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 8 MARS 2024  
RG-44

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-45

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024 ;
- b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2023-2024 en précisant la région d'origine et la région de destination ;
- c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-45

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-46

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure: e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

### LA LOI ASSURANT L'EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES

Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées de la CCQ est établi conformément à l'article 61.1 de la *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale*. Le plan d'action 2022-2023, a été prolongé pour 2024 lors de la mise à jour et son adoption par le conseil d'administration, le 5 avril 2023. Il tient compte des obstacles des quatre domaines suivants :

- 1- Embauche, formation et sensibilisation du personnel de la CCQ
- 2- Accueil et intégration du personnel de la CCQ ayant un handicap
- 3- Accessibilité aux locaux et aux bâtiments de la CCQ
- 4- Accessibilité aux produits et services offerts à la clientèle

La CCQ a poursuivi ses efforts en 2023, notamment via ces actions :

#### POUR NOTRE PERSONNEL

- Formation et promotion au personnel aux notions de diversité et d'inclusion, notamment en ce qui concerne les personnes handicapées.
- Présentation et distribution de documentation sur l'approvisionnement accessible aux personnes handicapées pour outiller les responsables de l'approvisionnement.
- Adaptation sur demande du processus de sélection pour tenir compte du handicap de la personne postulante à la CCQ.
- Offre de services d'évaluation des besoins en ergonomie et adaptation sur demande à tout le personnel, incluant le personnel en situation de handicap.

#### POUR NOTRE CLIENTÈLE

- Adaptations offertes aux personnes en situation de handicap, sur demande, dans le cadre des examens de qualification et des activités de perfectionnement
- Considération de l'accessibilité universelle pour la relocalisation et rénovation de bureaux régionaux.
- Considération en continu de l'accessibilité universelle aux plateformes numériques
- Intégration d'équivalents textuels à du contenu non textuel sur le site web de la CCQ.
- Révision de tous les contenus livrés dans le cadre de la modernisation technologique afin de simplifier et clarifier les contenus textes.

La CCQ utilise son budget opérationnel et n'utilise pas les crédits budgétaires gouvernementaux pour la réalisation de son Plan d'action à l'égard des personnes handicapées.

Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2022-2024 est disponible sur le site Internet de la CCQ au <https://www.ccq.org/fr-CA/En-tete/qui-sommes-nous/engagement-personnes-handicapees>.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-46

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-47

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable.

### LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La CCQ est visée par la *Loi sur le développement durable* et la Stratégie gouvernementale de développement durable qui en découle, laquelle présente la vision du gouvernement du Québec en cette matière.

L'année 2023 a été une période transitoire pour le Plan d'action de développement durable (PADD) de la CCQ ainsi que pour celui de l'ensemble des ministères et organismes soumis à cette loi.

#### Plan d'action de développement durable 2015-2023

Suivant le décret 626-2022 du gouvernement, la CCQ a prolongé son PADD jusqu'au 31 mars 2023. La directive accompagnant ce décret donnait trois objectifs à poursuivre pour la période 2022-2023 allant du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023. Voici l'état d'avancement :

Objectifs gouvernementaux	Description
S'approvisionner de façon responsable	La CCQ a une politique d'approvisionnement en vigueur, qui inclut une clause d'acquisition responsable.
Évaluer la durabilité des interventions gouvernementales	Un processus d'évaluation de la durabilité des interventions structurantes et de la planification stratégique est en cours d'élaboration.
Offrir un soutien financier durable	La CCQ n'a pas le mandat d'élaborer des programmes de soutien financier. Néanmoins, la CCQ a entamé une réflexion sur la durabilité des commandites octroyées.

Les actions complémentaires identifiées au PADD 2015-2023 pour l'année 2023 ont été prises en compte dans le contexte de l'élaboration du nouveau PADD en lien avec le cadre de la nouvelle Stratégie gouvernementale de développement durable 2023-2028.

Dans ce contexte, la CCQ a mené des travaux pour élaborer le prochain PADD en vue d'une adoption en début 2024.

La CCQ utilise son budget opérationnel et n'utilise pas les crédits budgétaires gouvernementaux pour la réalisation de son Plan d'action de développement durable.

Le Plan d'action de développement durable 2015-2023 est disponible sur le site Internet de la CCQ au [https://www.ccq.org/-/media/Project/Ccq/Ccq-Website/PDF/Communications/DeveloppementDurable/PADD-2015-2023\\_CCQ.pdf?rev=f8ea092bb5264fedab7613b086f10627](https://www.ccq.org/-/media/Project/Ccq/Ccq-Website/PDF/Communications/DeveloppementDurable/PADD-2015-2023_CCQ.pdf?rev=f8ea092bb5264fedab7613b086f10627)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-47

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-48

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-48

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-49**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organismes contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

L'information de tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'aux plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes.

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 8 MARS 2024**

RG-49

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-50**

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme ;
- b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
- c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023 ;
- d) proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié ;
- e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine ; 2 jours par semaine ; 3 jours par semaine ; 4 jours par semaine ; 5 jours par semaine.

La CCQ a sa propre politique de télétravail qui fluctue selon les postes occupés (aucun télétravail, 1 jour ou moins, 1 à 3 jours de télétravail, 2 jours de télétravail, 2 à 5 jours de télétravail).

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 21 MARS 2024**

RG-50

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-51**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Un montant total de 96 000 \$ a été comptabilisé dans notre année financière se terminant le 31 décembre 2023.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-51

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-52

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 :

- a) les sommes dépensées ;
- b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Plusieurs initiatives ont été réalisées en lien avec le soutien aux employés en matière de santé mentale. Ses initiatives ont été prises à même nos budgets opérationnels.

- Conférences sur des sujets touchant la santé mentale (dont deux données par Dr Sonia Lupien) offertes aux employés ;
- Démarche d'identification des risques psychosociaux initiée à l'automne 2022 toujours en progression ;
- Une semaine consacrée à la prévention du suicide en partenariat avec l'Association québécoise de prévention du suicide.
- Intégration d'un nouveau fournisseur de PAE et campagne promotionnelle au sein de l'organisation.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-52

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-53

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation :

- a) copie du contrat ;
- b) date de fin prévue du contrat ;
- c) valeur prévue du contrat ;
- d) sommes dépensées à ce jour.

Voir annexe.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 14 MARS 2023

RG-53

FICHE RG-53 - Annexe - Contrats de firmes de consultation

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Date de fin prévue du contrat	Valeur prévue du contrat	Montant dépensé
ARSENAL CONSEILS INC.	Accompagnement - Plan stratégique 2022	2024-12-31	140 000 \$	106 862 \$
ERNST & YOUNG S.R.L./ S.E.N.C.R.L.	Services d'accompagnement dans le cadre de l'adoption de la norme IFRS1 - (Volet Comptable)	2024-03-31	135 000 \$	122 776 \$
NORMANDIN, BEAUDRY ACTUAIRE	Services conseils en gestion d'actifs	2023-01-14	125 125 \$	85 194 \$
POTENTIEL PLUS PSYCH. DU TRAVAIL	Services de recrutement DRHT	2024-12-31	195 000 \$	107 927 \$
Approgestion.ca	Serv.prof. Conseiller en approvisionnement	2023-12-31	55 000 \$	14 197 \$
SERVICENOW INC.	Services spécifiques Service Now	2024-08-30	1 677 778 \$	1 531 393 \$
LES ÉVADÉS INC	Serv.prof. - agence publicité marketing - Campagne de promotion Fiers et compétent 2022-2023	2023-12-31	420 000 \$	415 760 \$
DESCORMIERS INTELLIGENCE D'AFFAIRE	Fourniture d'un système d'évaluation et de services inhérents pour la formation professionnelle	2024-06-30	29 000 \$	28 656 \$
ELLIO INC.	Service d'accompagnement dans la démarche de développement durable	2023-12-31	20 300 \$	16 738 \$
GESTION DELOITTE S.E.C.	Mistral - Phase 2 - Livraison 1	2024-01-01	95 134 957 \$	61 072 267 \$
NORMANDIN, BEAUDRY ACTUAIRE	Services professionnels – Régimes d'assurances collectives des employés de la CCQ	2025-04-30	300 000 \$	156 550 \$
AGENCE DIALEKTA INC.	Serv.prof. Élaboration et la gestion de campagnes médias et de marketing numérique	2023-06-30	75 000 \$	30 883 \$
RICHTER S.E.N.C.R.L./LLP	Mandats d'audit interne réalisés pour la direction de l'audit interne et de la gestion des risques	2023-03-31	96 000 \$	100 843 \$
MEDIAL SERVICES-CONSEIL-SST	Serv.prof. Conseils en gestion de l'invalidité et l'absentéisme	2024-12-31	135 001 \$	123 930 \$
LES ÉVADÉS INC	Services - Campagne publicitaire MISTRAL	2027-09-08	2 000 000 \$	516 664 \$
BOFU AGENCE MARKETING	Serv.prof. - Analyse écosystème numérique de la CCQ	2023-06-30	24 000 \$	13 693 \$
Pluri-Projets Inc.	Serv.prof. - consultant externe Budget et performance organisationnelle	2023-03-31	85 000 \$	57 628 \$
FIRME OZHEO	Coaching individuel	2023-11-23	15 000 \$	10 499 \$
YALE SERVICES TI INC.	Serv.prof. Plan continuité des services essentiels	2024-12-31	90 000 \$	64 831 \$
GESTION DELOITTE S.E.C.	EDT 21 – Services infogérés – Phase 2	2023-10-09	1 079 491 \$	1 134 678 \$
GALLAGHER	Serv.prof. Recherche de cadres	2023-01-28	60 000 \$	60 563 \$
LEGER MARKETING INC.	Serv.prof. - réalisation sondage - DA	2023-12-31	31 500 \$	30 446 \$
NORMANDIN, BEAUDRY ACTUAIRE	Services conseils en gestion d'actifs	2025-01-14	460 600 \$	195 282 \$
KARINE SAVARIA	Serv.prof. - coaching gestion RH	2024-03-31	20 000 \$	- \$
FIRME OZHEO	Serv.prof. - coaching gestion RH	2024-09-30	40 000 \$	- \$
HUMANCE INC	Serv.prof. - coaching gestion RH	2024-09-30	30 000 \$	3 950 \$
EMOND, ANDRE	Consultant - Chargé de projet aux immeubles	2023-12-31	40 000 \$	15 303 \$
ERNST & YOUNG S.R.L./ S.E.N.C.R.L.	Services d'accompagnement dans le cadre de l'adoption de la norme IFRS 17 (Volet actuariel)	2024-03-31	90 000 \$	53 501 \$
EDUCALOII	Services de vulgarisation loi R-20	2023-09-30	25 650 \$	19 980 \$
BOURQUE, ROBERT	Services de soutien et de transfert de connaissances	2023-05-31	63 000 \$	64 760 \$
HUMANCE INC	MESURE DE MOBILISATION	2025-02-01	80 000 \$	49 338 \$
VALTECH CANADA INC.	Services professionnels - Cartographier deux parcours clients.	2023-11-30	28 262 \$	29 741 \$
RICHTER S.E.N.C.R.L./LLP	Mandats d'audit interne réalisés pour la direction de l'audit interne et de la gestion des risques	2026-03-31	375 000 \$	63 200 \$

NORMANDIN, BEAUDRY ACTUAIRE	Services actuariels - Travaux rémunération globale employés CCQ (1e option prolongation)	2023-05-31	250 000 \$	211 358 \$
MESIROW FINANCIAL INVEST. MANAGEMEN	Services professionnel pour gestion des investissements	2027-12-31	3 000 000 \$	391 546 \$
ECKLER LTEE	Services actuariels en financement	2023-12-31	7 500 \$	7 900 \$
VALTECH CANADA INC.	Cours formation en Design Thinking	2023-07-21	4 000 \$	4 213 \$
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION I	Service professionnel,intégraton - Sailpoint	2023-12-31	21 000 \$	22 120 \$
LES SOLUTIONS VICTRIX INC.	Services professionnels pour Microsoft Teams (banque d'heures)	2023-12-31	15 000 \$	6 241 \$
FOR DESIGN PLANNING INC.	Services prof design intérieur	2023-12-30	20 000 \$	10 684 \$
COSMEL CORP.	Serv. ingénierie pour le réaménagement des bureaux dGatineau	2024-05-09	30 000 \$	16 419 \$
CLENCHE INC.	DA 10008406	2026-06-30	20 000 \$	4 418 \$
BOFU AGENCE MARKETING	Serv.prof. - Analyse écosysteme numérique de la CCQ	2026-06-30	15 000 \$	13 693 \$
STEVE COTÉ CRÉATEUR D'ÉVENEMENTS	Service d'organisation d'évènement	2026-06-30	70 000 \$	31 559 \$
MICHEL TOUPIN	Serv.prof. consultant comité selection	2024-12-31	10 000 \$	4 600 \$
ALEXANDRE KARAMAOUN	Service conseil pour Médic Construction	2024-06-30	33 000 \$	9 451 \$
BOURQUE, ROBERT	Services d'expert conseil - dossier frais de gestion du FGA	2023-12-31	20 000 \$	20 645 \$
AON HEWITT INC.	Services professionnels en actuariat relatifs au régime de retraite de l'industrie	2024-04-30	157 000 \$	86 943 \$
NORMANDIN, BEAUDRY ACTUAIRE	Services actuariels - Travaux rémunération globale employés CCQ (2e option prolongation)	2024-05-31	250 000 \$	88 154 \$
Groupe Conseil FXInnovation inc.	Consultants en technologie de l'information projet "Dossier relation portail client"	2024-10-31	2 500 000 \$	1 387 979 \$
LES ÉVADÉS INC	Serv.prof. - agence publicité marketing - Campagne de promotion Fiers et compétent 2023-2024	2024-06-30	420 000 \$	354 640 \$
HUMANCE INC	Formation: Dével. posture de rôle conseil	2023-09-12	9 015 \$	9 495 \$
KLB GROUP CANADA INC.	Services professionnels d'un consultant en gouvernance d'approvisionnement	2024-03-31	95 000 \$	34 433 \$
MODIS CANADA INC.	Service de chasseur de tête pour poste en TI et ingénierie	2023-12-31	45 000 \$	39 149 \$
TACT INTELLIGENCE CONSEIL INC.	Soutien en communications cyber incident	2024-12-31	90 000 \$	- \$
INTERCULTUREL SERVICES CONSEILS	Accompagnement à la rédaction d'un plan d'action en EDI	2023-12-01	22 200 \$	- \$
HITACHI SYSTEMS SECURITY INC.	Serv.prof.-opérationnel TI	2023-11-30	8 500 \$	8 953 \$
YALE SERVICES TI INC.	Service d'accompagnement dans la transition du programme Mistral	2024-12-31	95 000 \$	55 537 \$
9209-6601 QUEBEC INC.	Réalisation de sondages sur l'expérience client	2024-06-30	27 862 \$	19 969 \$
CAMDEN PUBLICITÉ INC.	Élaboration du rapport annuel CCQ 2023	2024-09-30	29 530 \$	15 442 \$
GALLAGHER	Service de coaching	2025-12-01	40 000 \$	2 107 \$
ANDERSEN INC.	services d'accompagnement et de coaching des conseillers en approvisionnement	2024-07-31	50 000 \$	- \$
BRIO CONSEILS INC	Consultant en dev. organisationnel	2024-03-31	30 000 \$	- \$
KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L	Contrat accompagnement gestion sécurité informatique	2024-03-31	40 000 \$	38 493 \$
AGENCE DIALEKTA INC.	Serv.prof. Élaboration et la gestion de campagnes médias et de marketing numérique	2026-06-30	75 000 \$	13 440 \$
<b>SOMME</b>			<b>110 675 271 \$</b>	<b>69 207 617 \$</b>

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-54

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-54

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-55

Liste des toutes les formations (incluant les formation continues et celles menant à l'obtention d'un diplôme), conférence, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer :

- a) lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-55

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-56

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

### **Campagne ENTRAIDE 2023 : Total de 1 000\$**

Chèques-cadeaux – Commerce au choix de l'employé (10 x 100 \$)

- Objectifs : Accroître la participation financière des employés de la CCQ à la campagne annuelle ENTRAIDE. Inciter les employés de la CCQ à faire un don en utilisant la plateforme électronique *Donna* utilisée par ENTRAIDE.

### **Prix de participation pour la sélection des œuvres d'art du bureau de Trois-Rivières**

Chèque-cadeau – Commerce au choix de l'employé (1 x 50\$)

- Objectifs : Accroître l'engagement des employés en suscitant leur contribution dans l'organisation physique de leur nouveau lieu de travail.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-56

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-57

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communication. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec (CCQ) n'étant pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*, les noms des employés ne seront pas communiqués.

- a) 37 employés étaient affectés aux communications et/ou aux affaires publiques pour l'année 2023.
- b) Total des charges reliées aux biens et services pour l'année financière terminée le 31 décembre 2023 :  
1 203 145 \$
- d) Les sommes investies en veille médiatique : 29 419,70 \$.  
Produite par Référence Média.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 19 MARS 2024

RG-57

# OÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-58

Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez indiquer :

- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information ;
- b) le type d'incidents ;
- c) les sommes dépensées en gestion des incidents.

Les renseignements demandés sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-58

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-59**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) nombre de stagiaires reçus ;
- b) heures de stages effectués ;
- c) rémunération totale déboursée.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-59

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-60**

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones :

- a) fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Le montant des dépenses pour des consultations avec les Autochtones durant l'année 2023 a été de 9 525 \$.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-60

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-61**

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

L'information transmise concerne les contrats ayant été octroyés au cours de l'année financière 2023.

Proportion du nombre : 88%

Proportion de la valeur : 34%

**SOURCE** : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION** :

**VALIDATION** : DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE** : 14 MARS 2023

RG-61

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-62**

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils ; fournir lesdits contrats le cas échéant.

Vous référer à la fiche RG-53.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 14 MARS 2023

RG-62

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-63

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

2023	EXPLICATIONS
1 607 172 \$	Acquisition matériel télétravail <sup>1</sup>
514 \$	Gants, gel, masques, visières etc.
96 000 \$	Somme accordée aux employés pour le télétravail
<b>1 703 686 \$</b>	<b>TOTAUX</b>

- 1 L'acquisition du matériel informatique était prévue dans notre cycle de renouvellement des équipements. La pandémie a forcé l'accélération de ce matériel.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-63

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-64

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42<sup>e</sup> législature.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-64

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-65**

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Les infractions pénales que nous documentons sont transmises au DPCP via le bureau des infractions et amendes pour suivi approprié.

Les sommes perçues découlant d'infractions pénales sont versées au Fonds consolidé du revenu du Québec et ne sont pas remises à la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-65

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-66**

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

La valeur des contrats totaux en sous-traitance est de 625 000 \$.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 15 MARS 2023

RG-66

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-67**

Indiquer la valeur totale des services tarifés et ventiler par catégorie.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2023* de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-67

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-68**

Indiquer la valeur des actifs possédés ; meubles et immeubles.

Valeur comptable nette au 31 décembre 2023 (données préliminaires en date du 20 février 2024) :

54 390 828 \$	Bâtiments
2 423 962 \$	Mobilier, équipements et autres
8 698 508 \$	Équipements informatiques
<b>65 513 298 \$</b>	

**SOURCE** : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION** :

**VALIDATION** : DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE** : 8 MARS 2024

RG-68

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-69**

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-69

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-70

Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

L'information recherchée est disponible sur le site de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante : <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

La Commission de la construction du Québec n'a versé aucune somme à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'année 2023.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 20 MARS 2024

RG-70

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-71**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme, en 2023-2024 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations ;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi ;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi ;
- d) le montant accordé ;
- e) les motifs de la demande.

La Commission de la construction n'est pas assujettie à cet article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 8 MARS 2024**

RG-71

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-72**

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information ;
- b) le nombre total de refus avec mention de la raison ou de l'article ;
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours ;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera disponible dans le Rapport annuel de gestion 2023 de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 10 MARS 2023**

RG-72

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-73

Pour 2023-2024, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

Il n'y a pas de cadres ou de dirigeants qui reçoivent une rémunération sans exercer de fonction.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 8 MARS 2024

RG-73

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-74

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

### Membres du Conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec

Le mandat du Conseil d'administration consiste à s'assurer que la gestion de la CCQ est conforme à la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20) et aux règlements qui s'y rattachent

NOMS	HONORAIRES
Gisèle Bourque	
Manon Bertrand <sup>(2)</sup>	500 \$
Pierre Brassard	
Éric Boisjoly	
Sonia Morissette <sup>(1)</sup>	28 461 \$
Michel Trépanier	
Sylvain Gendron	
Alain Robert	
Sylvie Mercier <sup>(1)</sup>	28 198 \$
Luc Vachon	
Jean-Guy Senécal <sup>(1)</sup>	27 796 \$
Yasser Chtaini <sup>(1)</sup>	24 489 \$
Julie Senecal	
Marie-Renée Roy - PCA <sup>(3)</sup>	18 000 \$
Poste vacant	
Poste vacant	

(1) La rémunération des administrateurs indépendants de la CCQ est fixée selon le décret 1023-2014.

(2) La rémunération des administrateurs (autres qu'indépendants) de la CCQ est fixée selon le décret de nomination 457-2012.

(3) La rémunération de la présidente du Conseil d'administration de la CCQ est fixée selon le décret de nomination 1275-2023. De plus, elle a débuté son mandat le 19 juillet 2023.

### Membres du Comité des technologies de l'information

Le Comité des technologies de l'information a pour mandat d'analyser l'architecture des technologies de l'information et son évolution et d'analyser le plan d'investissement et de développement des technologies de l'information (TI).

NOMS
Sonia Morissette
Manon Bertrand
Alain Robert
Luc Vachon
Jean-Guy Senécal
Marie-Renée Roy - PCA

### **Membres du Comité de placement**

Le Comité de placement a pour rôle d'encadrer la gestion des fonds sous la responsabilité de la CCQ. Il veille à en favoriser la croissance et à en optimiser les rendements, et ce, dans une perspective de préservation du capital.

<b>NOMS</b>
Sylvain Gendron
Arnold Guérin
Jean-Michel Houdet
Johannie Lapierre
Nicolas Roussy
Dominic Robert
Christian Tétreault
Yvan Brunelle
Michel Toupin

### **Membres du Comité de gouvernance, d'éthique et des ressources humaines**

Le Comité veille à ce que les règles appropriées soient en place pour une saine gouvernance et la conduite des affaires de la CCQ en toute éthique

<b>NOMS</b>
Sylvie Mercier
Sonia Morissette
Yasser Chtaini
Michel Trépanier
Julie Sénécal

### **Membres du Comité d'audit**

Les travaux du Comité de vérification visent entre autres à s'assurer de la mise en place d'un plan pour l'utilisation optimale des ressources, de mécanismes de contrôle interne adéquats et efficaces ainsi que d'un processus approprié de gestion des risques.

<b>NOMS</b>
Jean-Guy Sénécal
Sylvie Mercier
Éric Boisjoly
Manon Bertrand

Ces informations se retrouveront également dans le Rapport annuel de gestion 2023 de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 8 MARS 2024**

RG-74